

LES AMANTS TERRIBLES...

La journal «*La Croix*», cher à notre camarade PALVADEAU, fait état d'une «*vive controverse entre M. Séguy (C.G.T.) et M. Maire (C.F.D.T.) sur le rôle des syndicats si la gauche prend la pouvoir*».

A y regarder d'un peu près, les «*divergences*», entre Séguy et Maire ne sont pas si évidentes.

Dans *l'Humanité* du 17.1.73, Séguy écrit:

«...les récentes déclarations de dirigeants syndicalistes, annonçant sur un ton où percent des accents de menaces, qu'on ira exiger du gouvernement de gauche telle et telle revendication en feignant d'ignorer que le programme commun prévoit de les satisfaire en priorité, portent de l'eau au moulin des spéculations de l'adversaire.

Nous avons déjà eu l'occasion de relever ce qu'il y a de cavalier dans de tels propos tenus par des responsables qui se refusent à soutenir le Programme Commun de la gauche.

Il n'est pas très sérieux, en effet, d'exiger de ceux qui auront la charge de gouverner, le règlement de revendications qui figurent au chapitre premier de leur programme de gouvernement».

Edmond Maire lui répond, la soir même, au micro d'*Europe n°1*:

«Le pouvoir politique aura besoin de l'action des forces syndicales pour faire triompher son programme lorsque l'union de la gauche sera au gouvernement. Si l'action syndicale dépend de l'action politique alors le gouvernement de gauche sera réduit à l'impuissance une fois arrivé au pouvoir».

On ne voit pas très bien où se situe la désaccord, surtout si on prend la peine de lire attentivement l'article du camarade Séguy qui écrit entre autres:

«Une concertation s'engagera avec les organisations syndicales pour préciser les conditions d'application des grandes réformes économiques et sociales. Libres d'apprécier les modalités de leur engagement dans la vie publique (3ème partie, chapitre premier) les organisations syndicales, dont l'indépendance sera garantie, feront connaître leur position à cet égard».

Notons, au passage, le vocabulaire. Séguy parle (déjà), tout comme MM. Jacques Delors et Chaban-Delmas de la «*concertation*».

Mais là n'est pas l'essentiel. Séguy veut bien nous concéder la liberté «*d'apprécier les modalités*» de ce qu'il appelle pudiquement: «*notre engagement dans la vie publique*» et que nous nommons, nous plus crûment: L'INTÉGRATION DES SYNDICATS DANS L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ CAPITALISTES!

Sur ce point, il faut que les choses soient claires. Notre position n'a jamais varié et elle ne variera pas! Elle demeure et demeurera celle de la C.G.T. de 1936. Nous maintiendrons l'indépendance réelle des syndicats. Nous laisserons à d'autres le soin d'être les «*gérants loyaux du capitalisme*».

Séguy et ses camarades auraient d'ailleurs tort de nous croire - sur cette position - totalement isolés. Les leçons de l'histoire de ces quarante dernières années n'ont pas forcément été perdues pour tout le monde.

Séguy doit également savoir, qu'en aucun cas, nous n'accepterons la conciliation et l'arbitrage obligatoire que semble laisser prévoir la suite son article:

«Une ère de rapports nouveaux s'instaurera entre le pouvoir et le mouvement syndical et il sera bien difficile aux patrons récalcitrants de ne pas s'incliner devant la législation sociale en vigueur. Tout

problème litigieux fera l'objet de discussions et de négociations en vue de prévenir les conflits, autant que possible, en remédiant aux causes qui les engendrent.

Cela étant, reconnaissons que Georges Séguy et ses camarades du P.C.F. ont à la C.G.T. une tâche particulièrement difficile.

Concilier les exigences du «*Manifeste communiste*» et celle de «*Rerum Novarum*» ne doit pas être, même pour un communiste stalinien, chose facile! Surtout, lorsque l'on a, comme partenaires, des néophytes qui ne savent même plus distinguer «*l'exercice du pouvoir*» de la «*conquête du pouvoir*» et qui, de surplus, bavardent à tort et à travers sur le «*socialisme*».

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, le Secrétaire Général de la C.G.T. ne soit réduit à utiliser le vocabulaire des gaullistes de gauche ou de droite:

«ALORS LA PARTICIPATION - que l'U.D.R. n'a jamais pu obtenir des syndicats car, selon sa conception de collaboration de classes, il s'agit d'en faire les complices de la surexploitation des travailleurs et de leur aliénation - pourra avoir enfin un sens social progressiste».

Allons, camarade Séguy, un peu de prudence. Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

La participation, que l'U.D.R, et avant elle Pétain et le traître Belin n'ont jamais pu obtenir, ni Mitterrand, ni Marchais, ni personne d'autre, ne l'obtiendra!

Gouvernement de gauche ou non, la classe ouvrière française, avec ses syndicats, continuera à lutter comme elle l'a toujours fait, contre l'EXPLOITATION CAPITALISTE.

Alexandre HEBERT.
